

elle-même, nous ont encouragés et nous estimions que le temps était venu de renoncer à notre rôle d'observateur passif. Nous nous devions et nous le devons à nos voisins de nous asseoir à la table, de devenir des participants actifs et à part entière dans l'hémisphère.

Quelles étaient nos priorités lors de notre adhésion? Pourquoi croyions-nous que l'OEA et la région revêtaient de l'importance pour le Canada? Quels sont, à nos yeux, les principaux domaines où des réalisations ont été accomplies au cours des trois dernières années et demie? On peut répondre à ces questions en nous inspirant de trois grands thèmes : la démocratisation et les droits de la personne, le développement économique et la sécurité coopérative.

La démocratisation

Le plus important événement qui a incité le Canada à adhérer à l'OEA a été la vague de démocratisation qui a balayé les Amériques. Région du monde jadis gouvernée par des régimes autoritaires, elle s'est tournée de plus en plus vers des gouvernements civils; des élections y ont lieu régulièrement et l'on assiste à l'intensification d'une véritable culture démocratique.

Il y a deux ans, lors de la réunion que nous avons tenue à Santiago, j'ai eu l'extrême plaisir de me trouver parmi les représentants de 33 autres gouvernements élus démocratiquement. Seul Cuba faisait bande à part.

Cependant, nous avons appris que la démocratie dans l'hémisphère ne peut être tenue pour acquise. L'an dernier, lors de l'assemblée qui a eu lieu à Nassau, nous avons tous ressenti le coup porté à la démocratie par les événements survenus à Haïti et au Pérou. Au cours de la dernière année, en tenant des élections, le Pérou semble être revenu dans le droit chemin. J'ai le regret de dire que la situation à Haïti n'est pas encore réglée. Mais dernièrement, il y a eu certains signes très encourageants et je suis convaincue que la solution est à portée de la main.

Il y a à peine une semaine, les Canadiens et les Canadiennes ont été extrêmement attristés et profondément troublés d'apprendre qu'un autre «auto-coup d'État» avait eu lieu, cette fois sous la direction du président Serrano du Guatemala.

J'ai été extrêmement heureuse de constater la réaction rapide de l'OEA. Elle a ainsi fait savoir que l'OEA ne tolérera pas une telle atteinte à la démocratie.

Cela prouve à quel point notre hémisphère et l'OEA ont changé. L'époque où l'on fermait les yeux sur un coup d'État dans un pays